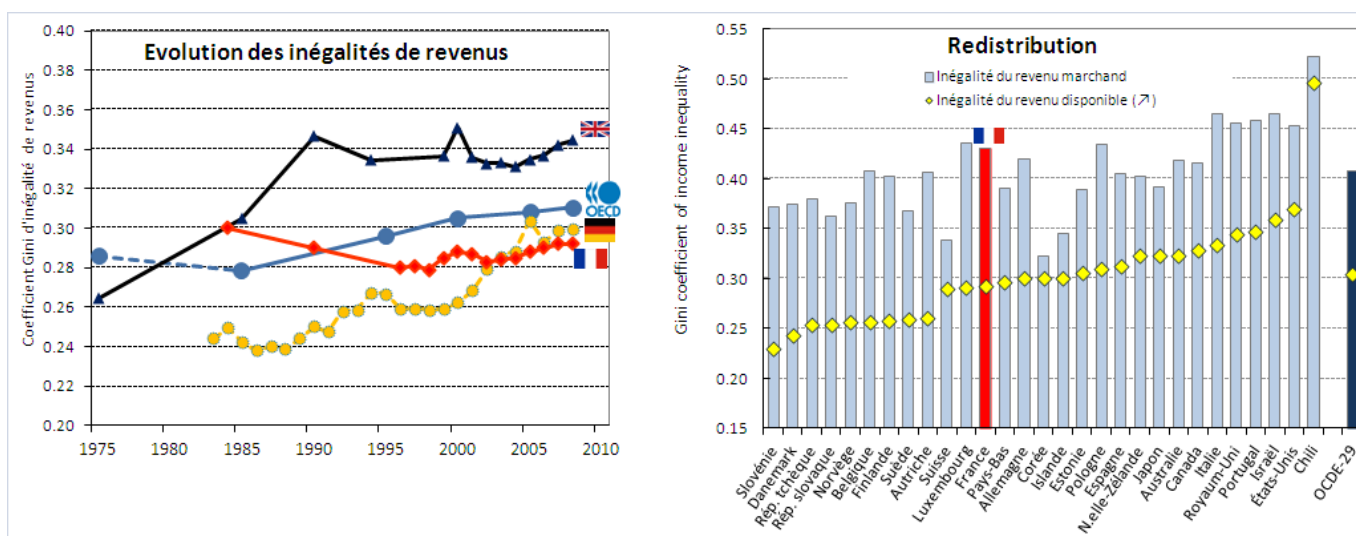


NOTE-PAYS : FRANCE

Les inégalités de revenus au sein de la population en âge actif sont restées globalement stables en France depuis le milieu des années 1980, contrairement à la plupart des pays de l'OCDE qui ont connu une augmentation constante. Après une baisse dans les années 1990, les inégalités en France ont augmenté lentement au cours de la dernière décennie.

Le niveau de vie moyen des 10% des Français les plus riches en 2008 était d'environ 61 000 €, 7 fois plus élevé que celui des 10% les plus pauvres avec un niveau de vie de 8 700 €. Cela se compare à un ratio de 6 en 1995, mais de 8 en 1985. La redistribution par les prestations sociales et impôts réduit les inégalités par un peu plus de 30% en France, ce qui est bien supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE de 25%. [Figure6.1]



Notes: La valeur de ce coefficient Gini varie entre 0, qui correspond à une « égalité parfaite » (chaque personne reçoit la même fraction des revenus) et 1, qui représente une « inégalité parfaite » (la fraction de la population la plus riche reçoit l'intégralité des revenus). Le revenu marchand correspond au salaire du travail, le revenu du capital et de l'épargne. Le revenu disponible correspond au revenu marchand plus les transferts sociaux et moins l'impôt sur le revenu. Le revenu est ajusté par la taille du ménage. Les données sont pour la population d'âge actif. Les informations sur les données concernant Israël: <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

Éléments clé:

- *La part des hauts revenus est restée relativement stable.* Entre 1990 et 2006, la part de la tranche supérieure de 1% des revenus n'a que légèrement augmenté en France de 8,2% à 8,9%. Dans le même temps, ces parts ont souvent doublé dans les pays anglophones [Tableau9.1]. Les réductions du taux marginal d'imposition supérieure ont d'abord été progressives en France, passant de 60% dans les années 1980 à 53% en 2000, mais le taux a ensuite été abaissé à 40% en 2009. Depuis, ce taux a été augmenté à 41%, et des taxes supplémentaires de 3% (4%) ont été imposées sur les revenus annuels de plus de 250 000€ (500 000€).
- *L'écart dans les heures annuelles entre les travailleurs les moins bien payés et les mieux payés n'a pas changé.* Depuis le milieu des années 1990, les 20% des travailleurs les moins bien payés ont légèrement diminué leurs heures de travail annuelles de 1020 à 1000 heures, tout comme les 20% les mieux payés (de 2280 à 2240 heures). Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'écart s'est creusé entre les travailleurs à bas salaires travaillant moins et les hauts salaires travaillant plus. [Tableau4.A1.2]

Un rôle accru des revenus du travail indépendant. Les inégalités de revenus bruts ont augmenté au cours de la dernière décennie, et cela s'explique en grande partie (40%) par une plus grande part des revenus du travail indépendant dans le total des revenus. Cette part a augmenté de 10% en France depuis le milieu des années 1980.

- *Les taux d'emploi élevés pour les femmes ont contribué à réduire l'inégalité des gains des ménages.* Le taux d'emploi féminin dans les deux dernières décennies qui ont précédé la récession mondiale a augmenté d'un cinquième en France, au quatrième rang parmi les pays de l'OCDE. Cela a contrebalancé l'impact de l'écart grandissant des salaires des hommes au niveau de l'inégalité des gains des ménages. Les changements sociétaux, tels que l'augmentation des familles monoparentales, des célibataires, et des personnes se mariant au sein de mêmes classes de salaire, ont peu contribué à l'inégalité.
- *L'augmentation des revenus du capital tend à augmenter les inégalités des revenus.* La part du capital dans le revenu total, bien que faible en France (4%) a doublé depuis le milieu des années 1980 et est également devenue plus concentrée dans les groupes à haut revenu.
- *Forte redistribution des services* - En France, les dépenses de services publics comme la santé, l'éducation et les soins représentaient 16% du PIB en 2007, au-dessus de la moyenne OCDE (13%) [Figure8.1]. L'OCDE estime que la valeur de ces services est de 6 600 € par an, augmentant le revenu annuel moyen à 26 000 € et réduisant les inégalités d'un cinquième.
- *Le système de prestations sociales et impôts est devenu moins efficace dans la stabilisation de l'inégalité,* après une amélioration dans les années 1990. L'impôt sur le revenu et les prestations sociales en espèces ont plus que compensé l'augmentation des inégalités avant impôts et transferts au milieu des années 1980 et au milieu des années 1990. Dans la décennie suivante, toutefois, cet effet est devenu plus faible. En général, la croissance des prestations sociales n'a pas suivi le rythme de la croissance des salaires réels moyens depuis le milieu des années 1990.

Principales recommandations d'action tirées de « Toujours plus d'inégalité »

- L'emploi est la voie la plus prometteuse pour réduire les inégalités. Le principal défi consiste à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, offrant de bonnes perspectives de carrière et des chances réelles d'échapper à la pauvreté.
- Il est essentiel d'investir dans le capital humain. Cet effort doit commencer dès la prime enfance et se poursuivre tout au long de la scolarité obligatoire. Après l'entrée dans la vie active, les travailleurs et les employeurs doivent être suffisamment incités à investir dans les compétences tout au long de la vie professionnelle.
- La réforme des politiques fiscales et de la protection sociale est l'instrument qui contribue le plus directement à accroître la redistribution des revenus. Les pertes importantes et durables que subissent les travailleurs à bas revenus dans le sillage des récessions soulignent l'importance que revêtent les transferts de l'État et une politique de soutien des revenus bien conçue.
- Les travailleurs les mieux rémunérés accumulant une part croissante des revenus, ils ont aujourd'hui une plus grande capacité de contribution fiscale. Dans ce contexte, les gouvernements pourraient réexaminer le rôle redistributif de la fiscalité afin de veiller à ce que les plus nantis supportent le fardeau fiscal de manière équitable.
- La fourniture de services publics gratuits de qualité (éducation, santé, accueil familial) est importante pour réduire les inégalités de niveau de vie.

Les rôles de la mondialisation, du progrès technologique et des réformes des réglementations

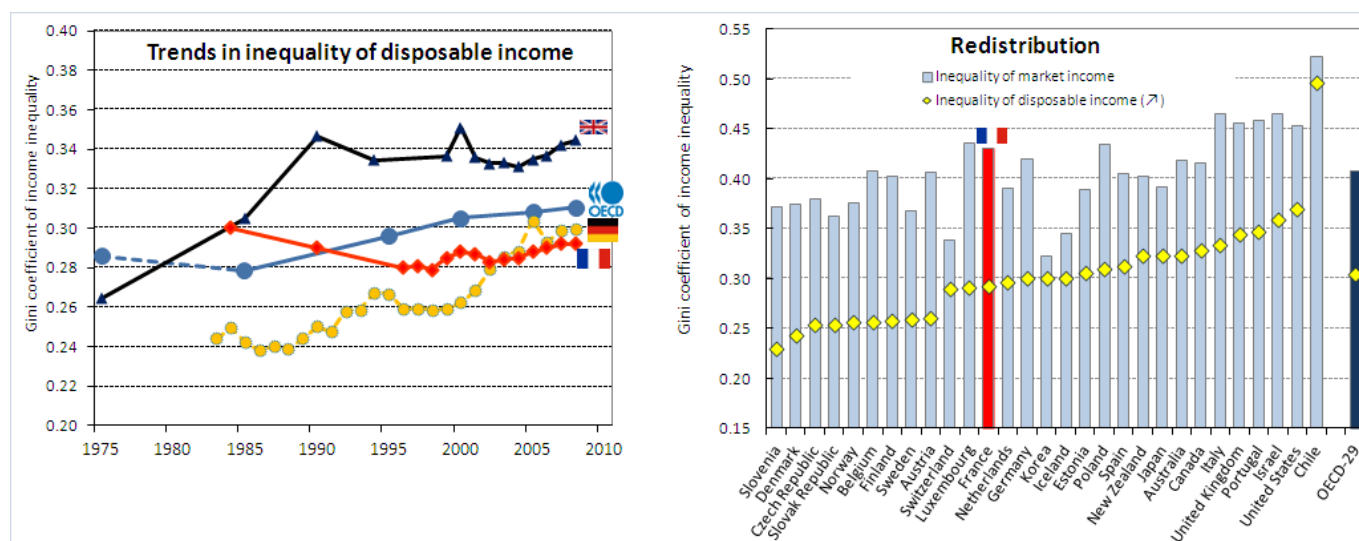
Toujours plus d'inégalité examine également, sur les 25 années qui ont précédé la crise financière, l'impact de la nouvelle donne mondiale sur la dispersion salariale croissante et les tendances de l'emploi. Pour la zone OCDE considérée globalement, les principaux constats suivants se dégagent :

- La mondialisation, c'est-à-dire l'intégration rapide des échanges et de l'investissement direct étranger - qui s'est produite dans tous les pays de l'OCDE depuis 25 ans, n'a pas en soi joué un rôle majeur dans les inégalités croissantes de salaires. Cependant, la pression de la mondialisation a affecté les réformes politiques et institutionnelles nationales.
- Le progrès technologique a renforcé les écarts de salaires : les avancées des technologies de l'information et des communications ont davantage profité aux travailleurs plus qualifiés qu'aux autres.
- Les réformes des réglementations et les évolutions des institutions du marché du travail ont multiplié les débouchés professionnels, mais aussi alimenté une plus grande inégalité salariale. Plus d'individus, notamment parmi les moins bien rémunérés, ont trouvé un emploi. Mais l'élargissement de la distribution salariale est une des conséquences de la hausse du taux d'activité des travailleurs faiblement rémunérés.
- L'augmentation de l'offre de main-d'œuvre qualifiée a compensé de manière significative la progression des inégalités salariales résultant du progrès technologique, des réformes des réglementations et des changements institutionnels. L'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre a également eu une incidence positive non négligeable sur la croissance de l'emploi.

COUNTRY NOTE: FRANCE

Income inequality among working-age people has remained broadly stable in France since the mid-1980s, in contrast to most other OECD countries which have seen a steady increase. From a decline in the 1990s, inequality in France has been slowly increasing during the last decade.

The average income of the top 10% of French citizens in 2008 was around 61,000 EUR, 7 times higher than that of the bottom 10%, who had an average income of 8,700 EUR. This compares to a ratio of 6 to 1 in 1995, but 8 to 1 in 1985. Taxes and benefits together reduce inequality by a more than 30% in France. This is well above the OECD average of 25%. [Figure6.1]



Notes: The Gini coefficient ranges from 0 (when all people have identical incomes) to 1 (when the richest person has all the income). Market incomes are labour earnings, capital incomes and savings. Disposable income is market income plus social transfers less income taxes. Incomes are adjusted for household size. Data refer to the working-age population. Information on data for Israel: <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

Key findings:

- *Top income shares remained fairly stable.* Between 1990 and 2006, the share of the top 1% of incomes increased only slightly in France, from 8.2% to 8.9%. In English-speaking countries, these shares often doubled [Table9.1]. Reductions in the top marginal income tax rate were at first gradual in France, from 60% in the 1980s to 53% in 2000, but the rate was then cut to 40% by 2009. Since then, however, the rate was increased to 41%, and additional taxes of 3% (4%) were imposed on annual incomes over €250 000 (€500 000).
- *The gap in annual hours between lower-paid and higher-paid workers has not changed.* Since the mid-1990s, the bottom 20% of earners slightly decreased their annual working hours (from 1020 to 1001) similarly to the top 20% earners (from 2280 to 2240). In most OECD countries, the gap increased with low earners working less and top earners working more. [Table4.A1.2]
- *A greater role of self-employment income.* Gross earnings inequality, however, increased in the last decade, and this is to a large part (by 40%) explained by a greater share of self-employment income in total earned income. This share has increased by 10% in France since the mid-1980s.
- *Higher employment rates for women helped reduce household earnings inequality.* Growth in female employment in the last two decades prior to the global recession was around one-fifth, the fourth highest in the OECD. This counterbalanced the rising gap between men's earnings on the level of household earnings inequality. Societal changes, such as more single parent families and people living alone, and people marrying within the same earnings classes, contributed little to inequality.

- *Growth in capital income tends to increase income inequality.* The share of capital in total income, although small in France (4%) has doubled since the mid-1980s and has also become more concentrated in the higher income groups.
- *Strong redistribution from services.* Expenditure on public services like health, education and care in France is 16% of GDP in 2007, above the OECD average (13%) [Figure8.1]. The OECD estimates the value of these services as equivalent to 6 600 EUR, boosting average incomes to 26 000 EUR and effectively reducing inequality by one fifth.
- *The tax-benefit system has become less effective in stabilising inequality,* after an improvement in the 1990s. Income taxes and cash benefits more than offset the increase in pre-tax and transfer inequality between the mid-1980s and the mid-1990s. In the following decade, however, this effect became weaker. In general, the growth of benefits did not keep pace with the growth in average real wages since the 1990s.

Key policy recommendations for OECD countries from *Divided We Stand*

- Employment is the most promising way of tackling inequality. The biggest challenge is creating more and better jobs that offer good career prospects and a real chance to people to escape poverty.
- Investing in human capital is key. This must begin from early childhood and be sustained through compulsory education. Once the transition from school to work has been accomplished, there must be sufficient incentives for workers and employers to invest in skills throughout the working life.
- Reforming tax and benefit policies is the most direct instrument for increasing redistributive effects. Large and persistent losses in low-income groups following recessions underline the importance of government transfers and well-conceived income-support policies.
- The growing share of income going to top earners means that this group now has a greater capacity to pay taxes. In this context governments may re-examine the redistributive role of taxation to ensure that wealthier individuals contribute their fair share of the tax burden.
- The provision of freely accessible and high-quality public services, such as education, health, and family care, is important.

The roles of globalisation, technological progress and regulatory reforms

Divided we Stand also looks into the impact of global developments on rising wage dispersion and employment trends over the past quarter century up to the 2008-09 financial crisis. For the OECD area as a whole, the following key findings emerge:

- Globalisation, i.e. the rapid trade and foreign direct investment integration that occurred in all OECD countries over the past quarter century did not – per se – play a major role in driving growing wage dispersion. However, globalisation pressure affected domestic policy and institutional reforms (see below).
- Technological progress led to higher wage differentials: advances in information and communication technologies in particular have been more beneficial for workers with higher skills.
- Regulatory reforms and changes in labour market institutions increased employment opportunities but also contributed to greater wage inequality. More people, and in particular many low-paid workers, were brought into employment. But one of the consequences of more low-paid people in work is a widening distribution of wages.
- The rise in the supply of skilled workers provided a sizeable counterweight to offset the increase in wage inequality resulting from technological progress, regulatory reforms and institutional changes. The upskilling of the labour force also had a significant positive impact on employment growth.